



Zambie
2011

www.africaneconomicoutlook.org/fr



⊕ Aéroport
 — Route principale

■ Capitale (1 328 000 hab. 2007)
 ○ plus de 200 000
 ○ plus de 100 000
 ○ plus de 50 000

0 km 55 110 165 km

Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Zambie

Vue d'ensemble

La croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Zambie, estimée à 6.6 % en 2010, progresse par rapport à son niveau de 2009 (6.4 %). L'agriculture, le tourisme, le bâtiment et les travaux publics (BTP), les industries manufacturières et l'exploitation minière sont à l'origine de cette expansion. En 2011 et 2012, la progression du PIB devrait s'établir à respectivement 6.5 et 6.7 %.

Globalement, le secteur primaire s'est bien comporté en 2010, l'agriculture progressant de 7.6 %, même si on s'attend à un essoufflement de la production agricole en 2011 et en 2012, à respectivement 3.2 et 4.6 %. Le maïs est à l'origine de l'essentiel de cette croissance, avec une récolte de 2.8 millions de tonnes en 2010, contre 1.9 million la saison précédente. Par ailleurs, le secteur minier a bénéficié à plein du redressement des cours mondiaux de cuivre, dont la Zambie est le premier producteur en Afrique, augmentant de 7.4 % en 2010 (estimations).

Les industries manufacturières, qui représentent historiquement quelque 10 % du PIB, ont crû de 2.5 % en 2010. Le gouvernement a investi dans ce secteur en créant des zones économiques multi-activités (*Multi Facility Economic Zones* – MFEZ) et a réalisé des progrès importants en matière d'infrastructures. Durement frappé par la crise financière, le tourisme devrait connaître un rebond significatif, avec une croissance estimée à 25 % en 2010. Le BTP aurait progressé de 10 % et devrait conserver ce niveau dans les prochaines années.

En matière de politique monétaire, les autorités ont concentré leurs efforts sur la stabilisation en maintenant une inflation à un chiffre, tout en assurant des niveaux de liquidité adaptés à la croissance économique. Le taux d'inflation annuel a baissé à 7.9 % fin 2010, selon les estimations, contre 9.9 % en décembre 2009. L'inflation annuelle des produits alimentaires a reculé de manière spectaculaire, passant de 8 % en décembre 2009 à 2.8 % en septembre 2010.

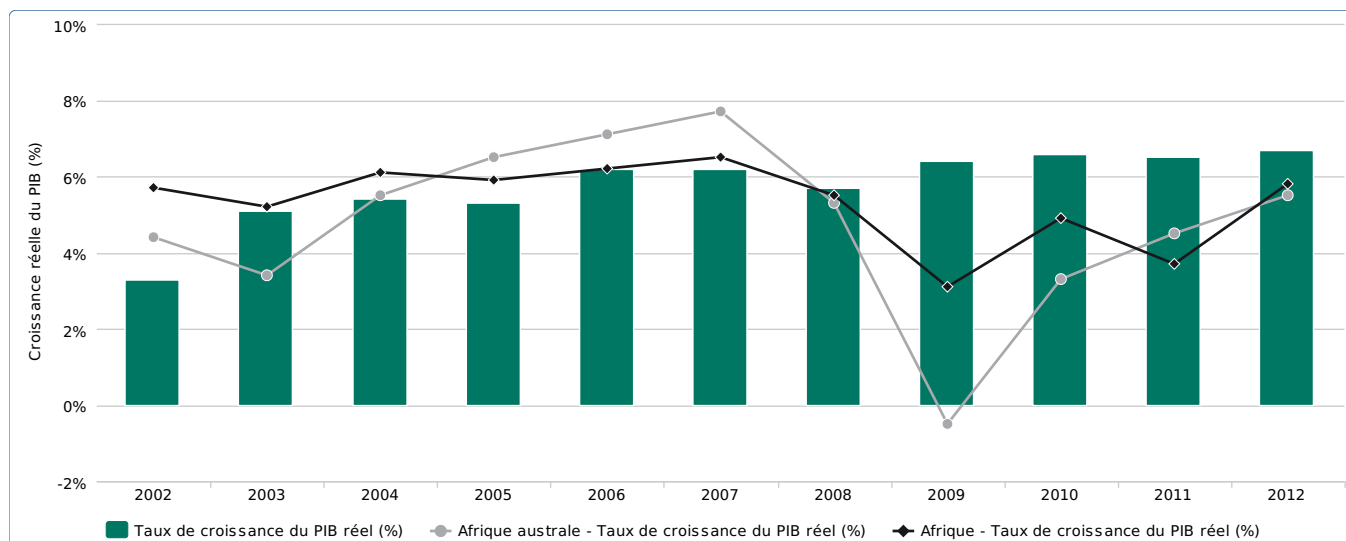
Le gouvernement zambien poursuit une politique de réforme énergétique visant à encourager le développement de l'investissement privé et à réduire les charges des entreprises. Son programme de réforme du développement du secteur privé (*Private Sector Development Reform Program* – PSDRP) entend faciliter l'expansion de ce dernier mais des obstacles persistent, dont l'accès limité au crédit et son coût élevé ; la lourdeur des procédures administratives, liée à la superposition de multiples agences gouvernementales et régimes de compensation transfrontalière ; les délais excessivement longs des procédures de contrôle et de certification ; la faiblesse des systèmes informatiques aux frontières ; des pratiques douanières obsolètes ; l'inadéquation de la formation des personnels ; et des infrastructures inadaptées.

Les progrès accomplis dans la tenue des finances publiques ont conduit à la publication de programmes de travail par les organismes gouvernementaux et à l'instauration d'un compte unique du Trésor (CUT) destiné à améliorer l'exécution du budget et la gestion des deniers de l'État.

Au cours des dernières années, l'origine des donneurs a basculé des pays développés aux économies émergentes, notamment d'Asie. La Zambie a établi des partenariats avec la Chine et l'Inde, ce qui suscite des inquiétudes quant aux motivations de ces nouvelles puissances, probablement assez proches de celles des partenaires traditionnels : les vastes ressources minérales et énergétiques du pays suscitent en effet de vives convoitises.

La Zambie demeure l'un des pays les plus stables politiquement de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) et sur l'ensemble du continent africain. La démocratie règne dans le pays depuis 1991, après la chute du régime de parti unique qui s'était maintenu pendant une vingtaine d'années. Le Mouvement pour la démocratie multipartite (*Movement for Multiparty Democracy* – MMD), au pouvoir depuis cette date, pourrait avoir fort à faire face à une possible alliance entre le Front patriotique (*Patriotic Front* – PF) et le Parti unifié pour le développement national (*United Party for National Development* – UPND) à l'occasion des élections législatives et présidentielles de 2011. L'organisation du scrutin devrait être pacifique et, quelle qu'en soit l'issue, la stabilité du pays ne devrait pas être compromise.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412540>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	6.4	6.6	6.5	6.7
Inflation IPC	9.9	7.9	7.1	6.2
Balance budgétaire % PIB	-2.1	-3.1	-4.5	-5.9
Balance courante % PIB	-3.2	-1.5	-1.8	-2.7

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414896>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2010
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21.4	20.9
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	3.3	1.3
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	10.9	9.3
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	2.9	2.8
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	11.9	19.4
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	21.5	18
dont hôtels et restaurants	2.8	2.3
Transports, entreposages et communications	4.4	3.6
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	15.1	14.4
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	7.8	9.9
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	0.8	0.4
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415865>

L'économie de la Zambie se rétablit fortement après la crise économique et financière, avec une croissance du PIB estimée à 6.6 % en 2010, contre 6.4 % en 2009. Les prévisions tablent sur des taux respectifs de 6.5 et 6.7 % en 2011 et 2012. Cependant, certaines incertitudes liées au rythme de la reprise ne doivent pas être négligées.

Le secteur primaire et notamment l'agriculture - qui devrait progresser de 7.6 % en 2010 - s'est bien comporté. Les taux de croissance attendus pour 2011 et 2012 devraient se situer respectivement à 3.2 et 4.6 %. En 2010, la Zambie a enregistré la plus importante récolte de maïs de son histoire, à environ 2.8 millions de tonnes, contre 1.9 million la saison précédente. Les principales cultures alimentaires de base, comme le maïs, le sorgho, le riz, l'arachide, la pomme de terre, les haricots blancs, la patate douce et le manioc ont contribué à l'accroissement général de la production en 2010. La progression annuelle moyenne devrait ralentir autour de 1.2 % en 2011-13. Néanmoins, l'approvisionnement en intrants, le programme de soutien aux engrais (*Fertilizer Input Support Programme* - FISP) et la stabilité prévue des taux de change et des prix des matières premières devraient soutenir la croissance positive de la production agricole.

Après avoir pâti de la crise, le secteur minier s'est redressé, avec une croissance attendue à 7.4 % en 2010 projetée à respectivement 7.5 et 8.5 % en 2011 et en 2012. La production de cuivre devrait augmenter, pour s'établir à 740 000 tonnes en 2010, un niveau jamais observé depuis 1973 et représentant une progression de 8 % par rapport aux 696 900 tonnes produites en 2009. D'après les projections, l'essentiel de cette croissance devait provenir des mines de cuivre de Konkola (*Konkola Copper Mines* - KCM) et de Lumwana, ainsi que d'un redémarrage de la production sur les sites de Luanshya et de Bwana Mkubwa, fermés durant la crise financière. Le secteur a largement bénéficié du redressement des cours du cuivre et de l'amélioration générale de l'environnement des affaires.

Le gouvernement déploie des mesures fiscales et budgétaires pour sauvegarder l'emploi dans le secteur minier et les domaines de production associés. La crise a en effet emporté près de 8 500 postes mais, grâce à l'intervention des pouvoirs publics, 1 500 emplois environ ont pu être restaurés en 2009 dans l'exploitation minière et les secteurs connexes. D'autres devraient suivre.

Le secteur secondaire, qui occupe une place importante dans l'économie, aurait progressé d'au moins 6.6 % en 2010. Les projections tablent sur des taux de croissance de respectivement 9.6 et 10.1 % en 2011 et 2012, grâce aux contributions des industries manufacturières, de l'électricité, du gaz et de l'eau et, dans une plus large mesure, du BTP.

Les industries manufacturières ont joué un rôle décisif dans cette évolution et ont bénéficié des partenariats avec les économies émergentes telles que la Chine. D'après les estimations, le secteur devrait progresser de 2.5 % en 2010 et soutenir ainsi fortement les perspectives de croissance de la Zambie, en réduisant sa dépendance à l'égard des importations grâce à une base élargie de biens et de services produits localement. Cette tendance restera cependant tributaire d'une accélération de la production agricole et minière. L'orientation de ces deux secteurs dépendra quant à elle de la stabilité des cours mondiaux des matières premières, des taux de change et des conditions climatiques.

Afin de redynamiser le secteur secondaire, le gouvernement a mis en œuvre des projets d'infrastructures et simplifié les investissements à travers les MFEZ. Onze fabricants s'étaient installés en octobre 2010 dans la zone de Chambishi, qui génère un volume de production annuel de 900 millions de dollars (USD), et cinq autres étaient attendus d'ici fin 2010. En 2011, Chambishi devrait produire pour 1.5 milliard USD, dont quelque 600 millions à destination des exportations, et employer jusqu'à 6 000 personnes. L'ouverture de quatre nouvelles MFEZ dans d'autres régions du pays est prévue entre 2011 et 2013.

Les services publics tels que l'électricité, l'eau et le gaz devraient connaître une croissance de 5.9 % en 2010. Environ 5.33 millions de mégawatts d'électricité ont été produits au premier semestre de 2010, contre 4.98 millions sur la même période en 2009. Cette augmentation est principalement liée à l'achèvement des travaux de modernisation des générateurs de la centrale hydroélectrique de Kafue Gorge. En 2012 et 2013, ces services devraient progresser d'environ 2.2 %.

Les pouvoirs publics cherchent à reformer le secteur de l'énergie en appliquant un accroissement des tarifs échelonné sur un certain nombre d'années afin d'amortir les coûts. Une hausse des prix de 26 % a déjà été imposée en 2009 et une nouvelle augmentation de 35 % était prévue en 2010. Le gouvernement a également commandité la construction de nouvelles centrales afin d'augmenter la production et d'améliorer l'approvisionnement au niveau national. Des travaux sont en cours dans le cadre du projet d'extension de Kariba North Bank, ainsi qu'à Kafue Gorge Lower et Itezhi-Tezhi. Pour améliorer l'accès à l'électricité de la plupart des ruraux, les autorités ont revu à la hausse les dotations publiques allouées à l'autorité de l'électrification rurale (*Rural Electrification Authority*) et approuvé son programme d'installation de nouveaux petits générateurs hydroélectriques.

Le secteur du BTP, déterminant dans l'économie de la Zambie, devrait maintenir une croissance à deux chiffres au cours des prochaines années, d'après les prévisions du conseil national du bâtiment (*National Council for Construction - NCC*). La prévision de croissance s'établissait à 10 % pour 2010. Cette expansion est alimentée par les nouveaux projets hydroélectriques, l'exploitation minière, le logement et l'immobilier d'entreprise. Les ventes de ciment produit dans le pays ont progressé de 19.3 % au cours du premier semestre 2010. L'essor du BTP s'est traduit par l'installation de nouvelles cimenteries sur l'ensemble du territoire zambien. Il a également eu des retombées sur le secteur financier, l'encours des crédits et avances détenus par certaines banques commerciales ayant bondi de 17.3 %.

Alors que la crise économique et financière s'éloigne, les touristes reviennent dans ce pays d'Afrique australe. La Coupe du monde de football de 2010 en Afrique du Sud a également contribué à accroître les taux d'occupation des établissements hôteliers. Selon les prévisions, ce secteur devrait progresser d'environ 25 % en 2010. Les données provisoires montrent que la fréquentation internationale des principaux aéroports zambiens s'est accrue de 17 % au premier semestre 2010. La promotion de régions telles que le parc national de Kafue devrait stimuler la croissance du secteur, prévue à un rythme annuel de 11.7 % à moyen terme.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	21.9	21.1	14.7	4.6	6.5	4	1.4	1.9
Publique	11.6	3.5	13	30	25	0.6	1.5	1.5
Privée	10.3	17.6	15	-0.5	1.8	3.4	-0.1	0.4
Consommation finale	91.2	76.3	8.2	7.1	7.9	6.8	6	6.6
Publique	11.9	19.4	4.9	3.4	3.4	0.9	0.6	0.6
Privée	79.4	57	9.1	8.1	9	5.9	5.4	6.1
Secteur externe	-13.1	2.6	-	-	-	-4.2	-0.8	-1.8
Exportations	28.5	34.6	6.8	5.6	6	2.7	2.2	2.3
Importations	-41.7	-32	13.7	5.7	7.8	-6.9	-3.1	-4.2
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	6.6	6.5	6.7

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416834>

Politiques macroéconomiques

Afin de consolider la reprise, le gouvernement zambien affecte de nouvelles ressources pour stimuler la croissance et diversifier l'économie. Les pouvoirs publics cherchent ainsi à dépasser les effets des turbulences internationales et à renouer avec les niveaux d'avant la crise.

Le plan macroéconomique pour la période 2011-13 vient conforter les acquis du plan précédent et se concentre sur la stabilité. Le sixième plan de développement national (*National Development Plan - NDP*) fixe les principaux objectifs économiques : (i) expansion et diversification de l'économie ; (ii) maintien d'une inflation sous la barre des 10 % ; (iii) mobilisation accrue des ressources financières nationales ; (iv) abaissement des taux d'intérêt pour les crédits aux entreprises ; (v) maintien de la viabilité de la dette publique ; et (vi) accroissement de l'emploi productif.

Politique budgétaire

Durant plus de cinq ans, la Zambie contrôle strictement son déficit budgétaire afin de maintenir la viabilité de la dette publique à long terme. Pour appuyer cette gestion budgétaire prudente, le gouvernement a cherché à accroître la mobilisation des ressources financières nationales et les financements internationaux, tout en établissant des priorités dans les dépenses. Ainsi en 2011, les autorités prévoient d'optimiser la collecte des recettes intérieures pour les porter à 18 % du PIB, mais aussi de limiter le recours à l'emprunt sur les marchés nationaux à 1.4 % du PIB. Elles entendent par ailleurs engager la moitié de leurs ressources en faveur du secteur social et des infrastructures. Les recettes demeurent cependant insuffisantes par rapport à la progression des investissements et des dépenses publiques. La part des recettes totales (y compris les dons et les recettes fiscales) en pourcentage du PIB a reculé, de 23 % en 2007 à un taux estimé de 19 % en 2010.

Les politiques macroéconomiques mises en œuvre en 2010 ont visé la consolidation des fondamentaux économiques nationaux et la préservation des principales dépenses sociales, notamment en matière d'éducation et de santé. Les pouvoirs publics s'efforcent toujours de maintenir leur politique budgétaire expansionniste dans le cadre de limites durables et acceptables. Globalement, le déficit budgétaire (dons inclus) pour la période 2010-13 devrait se creuser pour atteindre un taux moyen de 3.5 % du PIB, contre 2.5 % entre 2008 et 2010.

Le gouvernement prévoit également une remise à plat de la fiscalité pour élargir la base d'imposition et accroître les recettes. Sur un budget national de 1.670 milliard de kwacha zambiens (ZMK) en 2010, 1.210 milliard devraient provenir de l'impôt, soit environ 72 %. L'équivalent de 14.5 % des ressources budgétaires - environ 2.420 milliards ZMK - seront issus de l'aide (dons) et environ 2.180 milliards ZMK (13.1 %) devraient être obtenus par emprunt sur les marchés nationaux. Toujours en 2010, les services publics devraient représenter 32.1 % du budget national, légèrement au-dessus de la part de 31.8 % observée en 2009. Le déficit budgétaire, qui devrait s'aggraver, sera principalement financé par recours à l'emprunt extérieur soutenable.

Pour aider les Zambiens qui vivent en deçà du seuil de pauvreté, le gouvernement a restructuré les tranches de son régime d'imposition en 2010, relevant le salaire mensuel minimal imposable de 700 000 à 800 000 ZMK. Cette mesure devrait renforcer le pouvoir d'achat des ménages, à hauteur de 85 milliards ZMK. Ce seuil sera ensuite porté à 1 000 000 ZMK dans le cadre du budget 2011.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	26	23	22.3	20.3	16.4	14.4	13.6
Recettes fiscales	17.4	17.7	17.5	15	12.4	11	10.4
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	8.3	4.6	3.8	4.3	3	2.4	2.3
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	31.7	23.2	24.6	22.4	19.5	18.9	19.5
Dépenses courantes	19.4	20.3	20.2	17.6	15.4	14.5	14.4
Sans les intérêts	15.3	18.6	18.5	15.6	13.9	13.1	13.1
Salaires	8	7.6	8.1	8.2	7.4	7.2	7.3
Biens et services	3.6	6	5.1	4.9	4.3	4	3.8
Intérêts	4	1.7	1.7	2	1.6	1.3	1.3
Dépenses en capital	11.8	4	3.6	4.3	3.9	4.4	5.1
Solde primaire	-1.6	1.4	-0.5	-0.1	-1.5	-3.2	-4.6
Solde global	-5.7	-0.2	-2.2	-2.1	-3.1	-4.5	-5.9

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417803>

Politique monétaire

En 2010, les autorités ont concentré leurs efforts sur la stabilisation, en maintenant une inflation à un chiffre tout en assurant des niveaux de liquidité adaptés à la croissance économique. La crise financière a laissé peu de marge de manœuvre sur le plan monétaire. La Banque centrale a dû abandonner la stricte utilisation des agrégats monétaires pour adopter des taux d'intérêt à court terme visant à ancrer la politique monétaire. Pour aider les marchés financiers, elle a instauré un système de crédit à un jour destiné aux banques commerciales. Actuellement, elle tente de réduire les taux d'intérêt. En moyenne, les taux d'intérêt débiteurs des banques commerciales sont passés de 29.2 % en décembre 2009 à 26.8 % en septembre 2010. Ils demeurent néanmoins élevés pour les petites et moyennes entreprises (PME). La Banque centrale s'efforce de trouver le moyen de réduire l'écart entre ses taux d'intérêt et ceux pratiqués par les banques commerciales.

Le taux d'inflation annuel aurait reculé à 7.9 % fin 2010, contre 9.9 % en décembre 2009. Cette évolution est à imputer principalement au net fléchissement de l'inflation des produits alimentaires, qui est passée de 8 % en décembre 2009 à 2.8 % en septembre 2010, en raison des rendements exceptionnels des récoltes de maïs et d'autres cultures alimentaires de base. Néanmoins, l'inflation hors produits alimentaires a progressé sur la même période, attisée en particulier par l'augmentation des prix des carburants et de l'électricité : en septembre 2010, elle a atteint un pic annuel à 12.5 %. Par ailleurs, l'affaiblissement du kwacha par rapport aux principales devises étrangères au premier semestre 2010 a largement alimenté les tensions inflationnistes.

Position extérieure

La Zambie présente un excédent commercial croissant, mais la crise des marchés financiers et le manque de confiance des investisseurs, notamment parmi les partenaires traditionnels du pays, sont demeurés des freins importants. Les incertitudes liées à l'ampleur de la reprise après la crise financière dans les pays développés ont entretenu le flou autour des cours des matières premières telles que le cuivre, malgré certains signaux

indiquant que celui-ci pourrait atteindre un niveau record de 10 000 USD la tonne.

En 2010, les réserves de devises devraient se maintenir autour de quatre mois d'importations. La dépréciation du kwacha et le redressement progressif de l'économie mondiale devraient accroître les recettes supplémentaires issues de la vente de matières premières, des exportations non traditionnelles et du tourisme. Par ailleurs, les fonds dégagés dans le cadre de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) en 2006 contribueront à consolider la position extérieure de la Zambie.

Les exportations du pays reposent encore largement sur le cuivre. La crise financière a ralenti la demande d'exportations zambiennes et, par conséquent, raboté l'excédent commercial. Les nouveaux partenariats avec la Chine et l'Inde devraient restaurer et accroître la demande de ressources naturelles du pays et garantir une nouvelle amélioration de la balance commerciale. Cependant, l'excédent commercial prévu ne devrait pas suffire à compenser les déficits de la balance des services et des revenus. La Chine, déjà fortement présente dans l'industrie minière et les infrastructures, à l'instar des projets d'hydroélectricité, devrait augmenter son niveau d'investissements directs étrangers (IDE).

Une stratégie visant à faire de la Zambie un pays à revenu intermédiaire d'ici 2030 implique notamment de réduire la dépendance à l'égard de l'aide. Mais cet objectif nécessite également une croissance économique forte, une diversification prudente des exportations et un élargissement des sources de recettes nationales. Les autorités cherchent à mieux encadrer la gestion des finances publiques et à garantir une utilisation responsable et efficace des ressources intérieures et extérieures.

Malgré une gestion budgétaire plus rigoureuse, le recours à l'emprunt sur les marchés internationaux devrait augmenter sensiblement sur la période 2008-13, afin de financer les infrastructures économiques jugées prioritaires par le gouvernement. La majeure partie des fonds devrait être consacrée à la rénovation des routes, à des projets de production électrique et à la construction de ponts, d'écoles et d'hôpitaux. Environ 2 milliards USD pourraient être affectés au financement de divers projets d'infrastructures en 2010. Les montants engagés porteront le taux d'endettement du pays par rapport au PIB de 9.1 % en 2009 à environ 14.9 % en 2010.

La Zambie a atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2005 et a vu sa dette globale allégée d'environ 7 milliards USD. En 2010, la dette extérieure du pays s'est établie à 1.2 milliard USD, contre environ 500 millions en 2005. La détérioration reste cependant limitée par rapport à 2009 (1.16 milliard USD), ce qui devrait éviter à la Zambie de retomber dans le piège du surendettement.

Depuis 2008, l'aide financière des principaux partenaires est erratique, en raison notamment de la crise financière. Cette incertitude devrait perdurer aussi longtemps qu'une reprise complète ne sera pas observée, c'est-à-dire jusqu'en 2012, voire au-delà. La faiblesse de l'aide a pesé sur les choix budgétaires de 2010 et de 2011.

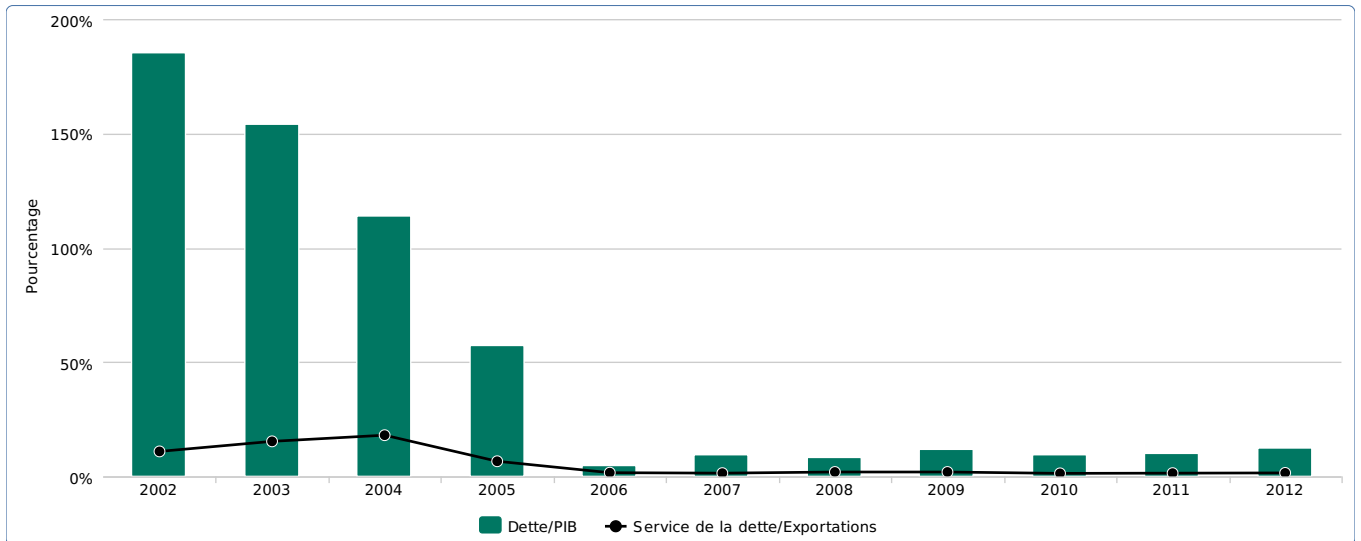
L'excédent commercial est en hausse en 2010, à 13.7 % du PIB, contre 7.1 % en 2009, et devrait continuer sur sa lancée en 2011, pour atteindre 16.4 %. La balance des opérations courantes devrait elle aussi se redresser, de -3.2 % en 2009 à environ -1.5 % en 2010.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-5.8	7.8	2.8	7.1	13.7	16.4	14.1
Exportations de biens (f.o.b.)	26.7	39.1	33.7	33.7	37.5	39	36.7
Importations de biens (f.o.b.)	32.4	31.3	31	26.7	23.8	22.6	22.6
Services	-6.6	-5.5	-4.2	-3.6	-7.5	-9	-8.2
Revenu des facteurs	-4	-13.4	-9.5	-10.6	-10.7	-11.5	-10.6
Transferts courants	2.8	4.6	3.8	4	3	2.4	2.1
Solde des comptes courants	-13.6	-6.5	-7.1	-3.2	-1.5	-1.8	-2.7

Source : Données de la Banque centrale et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Un environnement des affaires favorable et l'augmentation de l'investissement privé expliquent la résistance de la Zambie à la crise financière. Le gouvernement s'est engagé à accélérer l'investissement du secteur privé afin d'amplifier et de diversifier la croissance. Le PSDRP vise à réduire le coût de la pratique des affaires et à garantir un environnement stable pour les investisseurs privés et la croissance.

Maintenir une croissance économique annuelle d'au moins 7 % exige encore une nette amélioration de l'environnement des affaires et de l'investissement. Le programme de développement du secteur privé (*Private Sector Development Programme* – PSDP) lancé par les pouvoirs publics se concentrera sur l'optimisation des conditions économiques et institutionnelles pour favoriser l'initiative privée : cadre légal et réglementaire ; développement des infrastructures ; aide aux entreprises et diversification économique ; expansion commerciale ; et développement économique.

Le PSDP entend assouplir les conditions d'accès au crédit et en réduire le coût, mais il cherche aussi à remédier à l'insuffisance des infrastructures, à la lourdeur des procédures administratives entourant les échanges commerciaux, notamment aux frontières, aux délais excessivement longs pour les contrôles et la certification, à la faiblesse des systèmes informatiques aux frontières et à l'obsolescence des pratiques douanières, ainsi qu'à l'inadéquation de la formation des personnels. Dans l'édition 2011 de son rapport *Doing Business*, la Banque mondiale classe la Zambie à la 76^e place sur 183 pays.

En Zambie, les entreprises doivent posséder de nombreuses autorisations et se soumettre à de longues et coûteuses procédures. Le gouvernement a commandité une étude sur les pistes de réforme afin de réduire le nombre d'autorisations et d'obligations administratives inutiles imposées aux entreprises. Certaines modifications sont déjà appliquées.

Ainsi, l'autorité en charge de l'immatriculation des entreprises (*Patents and Company Registration Agency* – Pacra) a ramené à 24 heures le délai de création d'une entreprise. Avec l'appui de conseillers spéciaux, le PSDP a déjà permis de simplifier le cadre réglementaire et les procédures d'autorisation dans des secteurs essentiels. L'agence de développement économique de la Zambie (*Zambian Development Agency* – ZDA) œuvre également en faveur de la réduction des contraintes bureaucratiques. Elle a notamment instauré un guichet unique qui réunit cinq organismes en charge des investissements, des exportations, de la privatisation et des PME – le *Zambia Investment Centre*, la *Zambia Export Processing Zones Authority*, l'*Export Board of Zambia*, la *Zambia Privatisation Agency* et le *Small Enterprise Development Board*. Ces réformes ont permis d'unifier des procédures auparavant disparates, avec un gain de temps et des réductions de coûts à la clé pour les entreprises.

Autres développements récents

Le gouvernement s'est efforcé d'améliorer la gestion très critiquée des comptes publics, notamment en matière de transparence et de responsabilité. Cela a conduit à la publication de programmes de travail par les organismes gouvernementaux et à l'instauration d'un CUT destiné à améliorer l'exécution du budget et la gestion des deniers de l'État. Le compte unique contribuera à la rationalisation de la gestion financière en réduisant le nombre de comptes (plusieurs centaines) détenus auprès des banques commerciales. Il permettra ainsi de limiter les frais bancaires inutiles. Afin d'améliorer la responsabilité dans la gestion comptable publique, les autorités ont renforcé les dotations aux ministères compétents en matière de suivi et d'évaluation de l'action budgétaire.

La Zambie continue de bénéficier de l'aide de donateurs et d'organisations internationales, dont la Banque mondiale. La Société financière internationale (IFC) du Groupe de la Banque mondiale s'est engagée à apporter près de 115 millions USD au pays, en soutien à la croissance à long terme et à la diversification au-delà du secteur minier. Les fonds seront soumis à l'approbation du Conseil en 2011. Une grande part sera affectée au secteur agricole et, singulièrement, à l'irrigation. L'IFC opère étroitement avec les secteurs public et privé en Zambie afin d'améliorer la pratique des affaires, de renforcer le secteur privé et de diversifier l'économie.

Le secteur minier devrait connaître une expansion soutenue. Le chinois *Zhonghui Mining Group* prévoit d'investir plus de 3 milliards USD dans les provinces de la Copperbelt et du Nord-ouest. Plusieurs autres projets d'exploitation minière sont suspendus à une étude d'impact environnemental. Environ 1 milliard USD ont également été investis dans les mines de cuivre de KCM afin d'accroître la production de cuivre traité. KCM entend engager environ 170 millions USD dans un site capable de traiter 12 millions de tonnes de minerais de cuivre réfractaires par an. Le brésilien *Vale Mining Company* et le sud-africain *Rainbow Minerals* ont décidé d'investir ensemble plus de 1 milliard USD sur les cinq prochaines années afin d'exploiter la mine de cuivre de Konkola North, dans la Copperbelt. Le site devrait être opérationnel en 2012 et atteindre un rendement annuel

d'environ 45 000 tonnes, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif de production nationale à l'horizon 2013, fixé à 1 million de tonnes.

Les nouvelles exploitations minières nécessiteront des ressources énergétiques. Le gouvernement a par conséquent alloué des fonds importants pour de nouveaux projets, à l'instar de ceux de Kafue Gorge Lower (700-800 MW) et d'Itezhi-Tezhi (120 MW). Par ailleurs, le projet d'extension de Kariba North Bank, lancé en 2009, devrait être achevé d'ici 2012. La réalisation de ces projets et d'autres initiatives du secteur privé devraient accroître la capacité annuelle de production d'électricité de plus de 1 000 MW.

La MFEZ de Lusaka South est en voie de création pour un coût estimé de 900 millions USD. Un plan directeur pour la zone de Lusaka East devait par ailleurs être finalisé pour la fin 2010. Ces zones contribueront à développer le tissu industriel de la Zambie et à réduire sa dépendance à l'égard des importations. En soutien, l'Union européenne (UE) a fourni des équipements de laboratoire modernes d'une valeur de 5.3 millions d'euros (EUR) pour étayer les échanges et le développement du secteur privé. L'agence zambienne de normalisation (*Zambia Bureau of Standards*) utilisera ce matériel afin d'examiner des échantillons de nourriture, d'eau, de boissons et de produits chimiques industriels. Malgré ces avancées, la Zambie demeure confrontée à certaines difficultés dans la mise en œuvre de ses plans d'action, auxquelles s'ajoutent d'autres problèmes. Après cinq ans de fonctionnement, le programme de gestion des dépenses publiques et de responsabilité financière (Pemfa) – principale initiative d'encadrement de l'emploi de l'argent public – n'est parvenu à réaliser qu'à peine 50 % de ses objectifs.

Partenaires économiques émergents

La Zambie, à l'instar d'autres nations africaines, a renforcé sa coopération avec des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil, tirant ainsi la leçon du basculement de poids économique sur la scène mondiale. Cette évolution est particulièrement sensible dans la construction d'infrastructures, l'exploitation minière, les industries manufacturières et l'agriculture.

Si les États africains privilégient en général la coopération Sud-Sud, ils considèrent cependant que les géants économiques traditionnels et les puissances émergentes partagent les mêmes intérêts : l'accès aux vastes ressources énergétiques et de matières premières que recèle le continent.

Les exportations de la Zambie vers les économies émergentes sont dominées par les produits primaires (non transformés), principalement les minerais tels que le cuivre. Le niveau des IDE en provenance des économies émergentes a significativement augmenté par rapport à ceux des pays développés.

La Zambie a intensifié sa coopération avec la Chine depuis 2005, notamment dans le secteur minier et des matières premières. L'exploitation minière constitue la colonne vertébrale de l'économie zambienne et lui rapporte environ 70 % de ses recettes en devises étrangères. Cependant, avec la crise mondiale, les recettes tirées des exportations de cuivre ont chuté de 18 %, de 3.6 milliards USD en 2008 à 2.9 milliards en 2009.

Durant la crise, les investisseurs des pays développés ont abandonné ou réduit leurs activités minières en Zambie. Si cette attitude a durement frappé l'économie du pays, elle a ouvert une large brèche à des opérateurs venus de Chine, du Brésil et d'Inde, qui ont repris et remis en service des mines et des sites de fabrication industrielle importants. La société chinoise *Non-Ferrous Metal Mining Company* (NFC) a remporté un appel d'offres pour rouvrir les mines de cuivre de Luanshya - et réengager environ 1 700 mineurs. En 2009, la Chine a investi plus de 400 millions USD dans l'industrie minière zambienne. Par ailleurs, au moins trois sites miniers sont aux mains d'intérêts chinois, parmi lesquels une nouvelle fonderie de cuivre pouvant traiter annuellement 150 000 tonnes extraites de nouvelles mines situées au nord-ouest du pays. Malgré ces évolutions positives, l'intérêt de la Chine pour le secteur minier zambien suscite des réactions contrastées.

La Zambie et l'Inde ont également resserré leurs liens économiques. En 2010, le sous-continent a ouvert des lignes de crédit pour un montant global de 125 millions USD. Dans le même temps, l'*Exim Bank of India* et les autorités zambiennes signaient un accord de prêt concessionnel de 50 millions USD pour le projet d'hydroélectricité d'Itezhi-Tezhi, censé apporter une capacité d'environ 120 MW. Un autre prêt à hauteur de 75 millions USD a été prolongé de deux ans pour des investissements dans la santé, l'éducation et d'autres secteurs sociaux.

Comme la Chine, l'Inde s'intéresse fortement à l'industrie minière de la Zambie. *Vedanta Resources*, l'une des principales compagnies minières indiennes, a investi environ 1.5 milliard USD dans KCM. Le pays contribue également à la formation des personnels. *Vedanta Resources* organise ainsi un programme d'échange avec des ingénieurs zambiens et les autorités indiennes ont formé plus de 2 300 Zambiens dans le cadre de leur programme de coopération économique et technique (ITEC), qui offre des cursus courts dans des établissements indiens.

La Zambie et le Brésil ont conclu des protocoles d'accord et plusieurs conventions visant à renforcer la coopération économique bilatérale. Des perspectives importantes existent notamment dans l'exploitation minière. *Vale*, l'une des premières compagnies mondiales du secteur, a inauguré un nouveau site en août 2010 et l'usine de concentration devait être commandée fin 2010. La mine pourrait atteindre sa pleine capacité de production en 2015. Pourtant, malgré l'intérêt des investisseurs brésiliens pour le secteur minier zambien, les échanges annuels entre les deux pays n'ont pas dépassé 10 millions USD au cours des cinq dernières années.

Contexte politique

La Zambie est considérée comme l'un des pays les plus stables politiquement de l'Afrique australe. La démocratie et le multipartisme, interrompus en 1972 lorsque le pays est devenu un régime dictatorial à parti unique, ont été rétablis 1991. Depuis lors, le MMD dirige les affaires du pays. Cette remarquable stabilité s'explique par la rotation du pouvoir entre les groupes ethniques.

Le pays a connu une élection présidentielle anticipée après le décès, en septembre 2008, du président Levy Mwanawasa, deux ans après le début de son second mandat. Rupiah Banda, vice-président sortant, a été élu à l'issue du scrutin. Les prochaines élections législatives de 2011 pourraient mettre le MMD sous pression, du fait d'une possible alliance entre le PF et l'UPND. La réussite des partis d'opposition dépendra de leur volonté de compromis et de leur capacité à accepter un partage du pouvoir. Au-delà de cette nouvelle alliance politique, certaines tensions ont éclaté au sein du MMD après l'annonce par le président Banda qu'il entendait briguer un nouveau mandat.

Contexte social et développement des ressources humaines

Le gouvernement zambien a largement mis l'accent sur les dépenses sociales afin de réduire la pauvreté. Environ 85 % des ruraux et 34 % des citoyens vivent en deçà du seuil de pauvreté. Près de 64 % de la population du pays, estimée à plus de 13.5 millions d'habitants, vivent avec moins d'un dollar par jour.

La moitié du budget 2011 a été affectée aux dépenses sociales et d'infrastructures – dans les deux cas afin de faire reculer la pauvreté. Lors de la présentation du budget en 2010, le gouvernement a annoncé une augmentation des dépenses en faveur de l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement. Grâce aux interventions publiques, l'accès de la population aux soins s'est considérablement amélioré. Le paludisme recule, le taux de mortalité infantile, néonatale et maternelle a fortement baissé et la prévalence du VIH/sida diminue. En 2011, les dépenses devraient cependant se contracter par rapport à 2009/10, compte tenu de la réduction de l'aide des pays développés dans le sillage de la crise financière. Le gouvernement pourrait ainsi avoir du mal à concrétiser les bonnes résolutions affichées. La part des dépenses de santé dans le budget national devrait par ailleurs s'accroître, passant de 25 % en 2010 à 30 % en 2011.

La Zambie a obtenu des progrès contrastés dans la réalisation des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) définis par les Nations Unies. Selon l'édition 2008 du rapport d'avancement des OMD, les objectifs en matière de lutte contre la faim, d'enseignement primaire universel, de parité homme-femme et de VIH/sida devraient être tenus d'ici 2015. Les progrès observés dans la réduction de la pauvreté extrême, de la mortalité maternelle et infantile, du paludisme et d'autres maladies, ainsi que dans l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement sont lents. La Zambie a augmenté son taux de scolarisation en primaire et semble bien partie pour réaliser l'objectif d'universalisation de ce niveau d'éducation. Les pouvoirs publics se sont également saisis d'autres problématiques éducatives, parmi lesquelles la question des normes pédagogiques.

L'accès à une eau propre et à l'assainissement dans les zones urbaines et rurales s'est accru, grâce aux programmes nationaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement destinés aux populations des villes et des campagnes. Le volet rural de ces programmes sera notamment étoffé afin d'atteindre l'OMD relatif à un accès durable à une eau potable sûre et à l'assainissement.

Afin d'améliorer la parité homme-femme, les pouvoirs publics ont intégré des objectifs d'égalité des chances dans le cinquième NDP pour la période 2006-10. Il est notamment prévu d'améliorer le développement paritaire des compétences et de modifier la législation. Malgré ces efforts, la progression des femmes dans la société demeure un réel défi, puisqu'elles occupent encore 70 % des emplois dans l'agriculture de subsistance. L'inégalité entre les sexes demeure prégnante dans les fonctions de décision. Sur 150 députés, 22 sont des femmes. De même, seulement cinq des 26 membres du gouvernement sont de sexe féminin, sachant que deux uniquement sont ministres de plein exercice.

La Zambie présente l'un des taux de prévalence du VIH/sida les plus élevés du monde, au septième rang parmi les pays d'Afrique subsaharienne touchés par l'épidémie. Environ 14.3 % des adultes âgés de 15 à 49 ans seraient séropositifs (contre 16 % auparavant). Entre 1980 et 2010, l'indice de développement humain (IDH) de la Zambie a progressé de 0.1 % annuellement. Le pays était classé 150^e sur 169 dans le dernier rapport des Nations Unies.